

Plan de la présentation

1. Introduction: le Conseil de l'Europe, l'Assemblée, la présidence, la Cour et les autres institutions européennes
2. Présidence: rôle et priorités
3. Conseil de l'Europe: difficultés, réalités et avenir
4. Et la Suisse dans tout cela ?
5. Conclusion : l'importance du Conseil de l'Europe pour la Suisse et pour l'Europe

Introduction: le Conseil de l'Europe, l'Assemblée, la présidence, la Cour et les autres institutions européennes

Le Conseil de l'Europe



Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits humains sur le continent. Il se compose de 47 membres, qui ont tous obligatoirement ratifié la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

Introduction: le Conseil de l'Europe, l'Assemblée, la présidence, la Cour et les autres institutions européennes

Le Conseil de l'Europe: ses organes

L'Assemblée parlementaire (APCE):

Elle réunit 324 parlementaires – et autant de suppléant·e·s – des 47 États membres ; elle élit le ou la Secrétaire Général·e, le ou la Commissaire aux droits de l'Homme et les juges à la Cour européenne des droits de l'homme ; elle offre un forum démocratique de débats et observe les élections ; ses commissions jouent un rôle important dans l'examen des questions d'actualité.

Le Comité des ministres:

Organe décisionnaire, il est composé des ministres des Affaires étrangères des États membres ou leurs représentant·e·s diplomatiques permanent·e·s à Strasbourg. Il détermine la politique de l'Organisation et approuve son budget et son programme d'activités. La présidence du Comité des Ministres est assurée pour une durée de six mois à tour de rôle par les représentant·e·s des États membres dans l'ordre alphabétique anglais.

Introduction: le Conseil de l'Europe, l'Assemblée, la présidence, la Cour et les autres institutions européennes

Le Conseil de l'Europe: ses organes

Le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux:

Il est chargé de renforcer la démocratie locale et régionale dans ses 47 États membres. Formé de deux chambres - la Chambre des pouvoirs locaux et la Chambre des régions – et de trois commissions, il comprend 648 élus représentant plus de 200 000 collectivités territoriales.

La Cour européenne des droits de l'Homme:

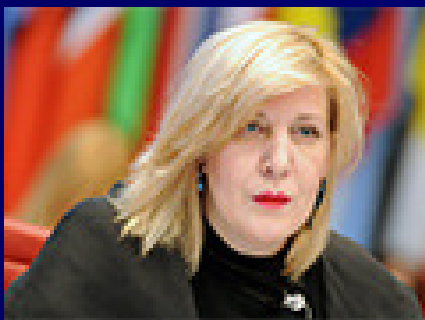
Organe judiciaire permanent garantissant à l'ensemble des Européens les droits inscrits dans la Convention Européenne des Droits de l'Homme. La Cour peut être saisie par les États ou les individus, indépendamment de leur nationalité. Les 47 pays membres du Conseil de l'Europe sont parties à la Convention.

Introduction: le Conseil de l'Europe, l'Assemblée, la présidence, la Cour et les autres institutions européennes

Le Conseil de l'Europe: ses organes

La ou le Commissaire aux droits de l'homme:

La ou le Commissaire aux droits de l'homme se penche et attire l'attention sur les violations des droits humains, en toute indépendance.



Dunja Mijatović

Bosnie-Herzégovine.
Elue le 25 janvier
2018

La Conférence des OING:

Composée de quelque 400 Organisations non gouvernementales internationales (OING), la Conférence crée un lien vital entre les représentant·e·s politiques et les citoyen·ne·s, et fait entendre la voix de la société civile au Conseil. L'expertise des OING et leur proximité par rapport aux citoyen·ne·s d'Europe profitent aux travaux de l'Organisation.

Introduction: le Conseil de l'Europe, l'Assemblée, la présidence, la Cour et les autres institutions européennes

APCE: première assemblée européenne de l'histoire du continent



47 ETATS
MEMBRES

Albanie
Allemagne
Andorre
Arménie
Autriche
Azerbaïdjan
Belgique
Bosnie-
Herzégovine
Bulgarie
Chypre
Croatie
Danemark
Espagne
Estonie
Finlande
France
Géorgie
Grèce
Hongrie
Irlande
Islande
Italie
Lettonie
« L'ex-République
yougoslave de
Macédoine »

Liechtenstein
Lituanie
Luxembourg
Malte
Moldova
Monaco
Monténégro
Norvège
Pays-Bas
Pologne
Portugal
République
tchèque
Roumanie
Royaume Uni
Fédération de
Russie
Saint Marin
Serbie
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse
Turquie
Ukraine

324
représentant·e·s
+
324
suppléant·e·s

2 à 18
représentant·e·s
par délégation

6
Etats observateurs
(Etats-Unis, Canada, Japon,
Israël, Mexique et Saint-
Siège) ₆

Introduction: le Conseil de l'Europe, l'Assemblée, la présidence, la Cour et les autres institutions européennes

APCE: 6 groupes politiques

PPE/DC

Parti populaire européen

SOC

Groupe des socialistes, démocrates et verts

CE

Groupe des conservateurs européens

ADLE

Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe

GUE

Gauche unitaire européenne

GDL

Groupe des démocrates libres

Introduction: le Conseil de l'Europe, l'Assemblée, la présidence, la Cour et les autres institutions européennes

Neuf commissions spécialisées



- Questions politiques et de la démocratie
- Questions juridiques et droits de l'homme
- Questions sociales, santé et développement durable
- Migrations, réfugiés et personnes déplacées
- Culture, science, éducation et médias
- Egalité et non-discrimination
- Respect des obligations et engagements des Etats membres (Suivi)
- Règlement, immunités et affaires institutionnelles
- Election des juges à la Cour européenne des droits de l'homme

Introduction: le Conseil de l'Europe, l'Assemblée, la présidence, la Cour et les autres institutions européennes

Des conférences, des symposiums et des auditions parlementaires



Un dialogue entre les parlementaires et des spécialistes.

- intolérance
- immigration
- violence
- environnement
- drogue
- bioéthique
- médias

Introduction: le Conseil de l'Europe, l'Assemblée, la présidence, la Cour et les autres institutions européennes

Une expérience de terrain



- Observation d'élections
- Sauvegarde et promotion des droits humains et de la démocratie
- Respect des obligations et des engagements des Etats membres
- Lutte contre le terrorisme dans le respect des droits humains
- Crises régionales
- Situation des réfugié·e·s et des migrant·e·s
- Dialogue interculturel et inter-religieux
- Cohésion sociale

Introduction: le Conseil de l'Europe, l'Assemblée, la présidence, la Cour et les autres institutions européennes

Un droit de regard démocratique



L'Assemblée doit être consultée sur tous les nouveaux traités internationaux.

Elle élit :

- sa Présidente ou son Président
- les juges de la Cour
- la ou le Secrétaire Général·e et la ou le Secrétaire Général·e adjoint·e du Conseil de l'Europe
- la ou le Secrétaire Général·e de l'Assemblée
- la ou le commissaire aux droits de l'Homme

Introduction: le Conseil de l'Europe, l'Assemblée, la présidence, la Cour et les autres institutions européennes

Quatre sessions plénières par an



Un forum pour les débats de la Grande Europe ; une tribune pour des Chefs d'État et Premiers ministres.

- Angela Merkel
- David Cameron
- François Hollande
- Le Pape Jean-Paul II
- Mikhaïl Gorbatchev
- Vaclav Havel
- Yitzhak Rabin
- Yasser Arafat

Introduction: le Conseil de l'Europe, l'Assemblée, la présidence, la Cour et les autres institutions européennes

Un moteur politique de l'Organisation



3 types de textes adoptés :
recommandations
résolutions
avis

40 % des conventions du
Conseil de l'Europe adoptées à
l'initiative de l'Assemblée

Engagement en faveur de
nouveaux droits

Introduction: le Conseil de l'Europe, l'Assemblée, la présidence, la Cour et les autres institutions européennes

Les traités/conventions du Conseil de l'Europe

Pas moins de 220 conventions ou traités ont vu le jour au fil des années, par exemple:

- Convention du Conseil de l'Europe contre le trafic d'organes humains ;
- Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel ;
- Convention européenne du paysage ;
- Protocole additionnel à la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme ;
- Convention du Conseil de l'Europe sur la manipulation de compétitions sportives ;
-

Introduction: le Conseil de l'Europe, l'Assemblée, la présidence, la Cour et les autres institutions européennes

Une école de la démocratie



1989 : création du statut d'invité spécial

1993 : instauration du suivi des engagements (ou *monitoring*)

2009 : création du statut de Partenaire pour la démocratie

Introduction: le Conseil de l'Europe, l'Assemblée, la présidence, la Cour et les autres institutions européennes

Conseil de l'Europe et Union européenne : missions différentes, valeurs communes

- Association politico-économique de 28 États européens VS organisation internationale qui rassemble 820 millions de ressortissants de 47 États membres ;
 - Valeurs communes: droits humains, démocratie et prééminence du droit ;
 - L'UE s'appuie souvent sur les normes du Conseil de l'Europe lorsqu'elle élabore des instruments juridiques et des accords applicables à ses États membres ;
 - L'UE invoque régulièrement les normes et les activités de suivi du Conseil de l'Europe dans ses rapports avec les pays voisins, dont beaucoup sont membres du Conseil de l'Europe ;
- ⇒ 17 traités du Conseil de l'Europe ont été signés et/ou ratifiés par l'UE.
- ⇒ Coopération accrue sur des questions telles que la lutte contre la traite des êtres humains, l'exploitation sexuelle des enfants et les violences faites aux femmes.¹⁶

Présidence: rôle et priorités

Rôle du ou de la Président·e de l'APCE:

- Préside des débats de l'Assemblée ;
- Représente l'Assemblée et ses décisions devant le Comité des Ministres ;
- Représente les valeurs du Conseil de l'Europe (démocratie, liberté, droits humains, justice, égalité...) à travers l'Europe et le monde ;
- Impulse ses priorités à l'ensemble de l'Assemblée et du Comité des Ministres (p.ex: campagne contre le sexisme et les violences sexuelles).

Priorités de ma présidence:

■ Lutte pour l'Égalité :

- Combat contre le sexisme et les violences sexuelles; défense de la Convention d'Istanbul; campagne #PasDansMonParlement ;
- Mise en place d'actions visant à une meilleure inclusion des femmes en politique (p.ex: langage inclusif au sein de l'Assemblée).

■ Promotion des droits humains :

- Droits des plus faibles, droits de l'enfant (20^e anniversaire) ;
- Combat contre le repli sur soi, le rejet de l'autre et l'intolérance.

■ Amélioration de la démocratie/vie politique :

- Maintien du dialogue entre toutes et tous ;
- Lutte contre la corruption ;
- Engagement en faveur d'une meilleure transparence (p.ex: revenus des représentant·e·s,...).

Les difficultés de l'Assemblée parlementaire:

- «Caviargate»: soupçons de corruption de plusieurs (anciens) membres de l'Assemblée => une confiance à reconstruire ;
- Annexion de la Crimée par la Russie: sanctions et réaction russe ;
- Difficultés budgétaires et réalités induites ;
- Les changements politiques en Europe et leurs conséquences sur les travaux de l'Assemblée.

Et la Suisse dans tout cela ?

La Suisse un pays comme les autres ?

- Renforcement du repli sur soi et montée du populisme (p.ex: non-signature du pacte onusien sur les migrations) ;
- Intérêts économiques avant les droits humains (p.ex: libéralisation de la vente d'armes) ;
- Attaques répétées de certains partis politiques contre les droits humains (p.ex: initiative anti-droits humains) ;
- Renforcement des inégalités et des disparités.

⇒ Oui, la Suisse fait face aux mêmes difficultés que ses voisins.

Conclusion : l'importance du Conseil de l'Europe pour la Suisse et pour l'Europe.

Le Conseil de l'Europe permet le dialogue et le maintien de la paix et des droits humains !

- Le Conseil de l'Europe: permet le dialogue
- Outil d'échange de bonnes pratiques
- Laboratoire pour la démocratie et la paix
- Pour la Suisse: lie notre pays à ses voisins et l'inscrit dans l'effort européen pour la paix, la liberté et la démocratie !